BENJAMIN CLEMENCEAU

DOCTEUR EN DROIT

Enseignant en droit public à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye

Né le 11 décembre 1985 à Versailles

Nationalité française

Adresse: 16, Parc du Belloy – 78600 Le Mesnil-le-Roi

Téléphone: +336.47.10.02.27

Courriel: benjamin.clemenceau@sciencespo-saintgermain.fr

<u>Prix de thèse</u> 2022 de l'Académie d'agriculture de France au titre de la Section 04 « Sciences humaines et sociales »



PARCOURS ACADÉMIQUE ET DIPLÔMES

	Doctorat en droit, mention droit public (droit des libertés fondamentales) : « Le droit à l'alimentation », autorisation de publication en l'état – l'UPEC ne délivre pas de mention
	Sous la direction du Professeur Pierre de Montalivet
<u>Mars 2014 –</u> <u>Septembre 2021</u>	Soutenue le 2 septembre 2020 à la Faculté de droit de l'UPEC devant un jury composé des Professeurs Véronique Champeil-Desplats (rapporteuse), François Collart Dutilleul (rapporteur), Anastasia Iliopoulou-Penot (présidente du jury), Pierre de Montalivet et André Roux
	École doctorale Organisations, marchés, institutions de l'UPEC
2012-2013	Master 2 – Droit européen, mention Assez Bien <u>Mémoire :</u> la réforme de la Commission européenne, sous la direction du Professeur Pierre de Montalivet <i>Université Paris-Est Créteil (UPEC)</i>
2011-2012	Master 1 – Droit public général Université Paris Ouest Nanterre La Défense
2010 - 2011	Licence – Droit Université Paris Ouest Nanterre La Défense
2006 - 2008	Brevet de technicien supérieur – Communication des entreprises, mention Assez Bien École Supérieure de Publicité
<u>Juin 2005</u>	Baccalauréat économique et social, mention Assez Bien

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

Depuis mai 2022 *Enseignant contractuel en droit public, Institut d'études politiques de Saint-Germain-*

en-Laye

Droit administratif (2e année), Cours d'introduction aux institutions judiciaires (2e

année), Droit des collectivités territoriales (4e année)

<u>Depuis septembre</u> Chargé de cours magistral, Université de Picardie Jules Verne (UPJV) – Amiens

2021 Introduction à la sociologie (Licence 1)

Depuis septembre Chargé de cours magistral, École Supérieure d'Ingénieurs Léonard de Vinci (ESILV) –

2021 Courbevoie

Droit privé général (Master 1)

Chargé de conférences de méthode, Institut d'études politiques de Saint-Germain-en-Septembre 2021-

et de M. Raphaël Matta-Duvignau (MCF HDR)

<u>Depuis septembre</u> Chargé de cours magistral, Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis

2019 Droit constitutionnel (Licence 1)

Septembre 2020- Chargé de conférences de méthode, Institut d'études politiques de Toulouse

août 2021 Droit de l'Union européenne (1^{re} année) sous la direction de Mme Delphine Espagno-

Abadie (MCF HDR)

Septembre 2018- ATER en droit public, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence

<u>août 2020</u> Organisation politique de l'État (1^{re} année) sous la direction du Professeur André Roux

Septembre 2014- Chargé de travaux dirigés, Université Paris-Est Créteil (UPEC)

août 2020 Droit constitutionnel (Licence 1) sous la direction du Professeur Pierre de Montalivet

Septembre 2016- Chargé de travaux dirigés, Institut catholique de Paris (ICP)

août 2020 Droit administratif (Licence 2) sous la direction de M. Charles Amson

Sontombre 2016 Chargé de travaux dirigés, Institut catholique de Paris (ICP)

Septembre 2016Charge de travaux diriges, institut catholique de Faris (ICF)

août 2018

Institutions et vie politique sous la Ve République (Licence 2) sous la direction de Mme

Pauline Vidal-Delplanque (MCF HDR)

Janvier à août 2018 Intervenant, Sup Barreau

Droit administratif (général et spécial)

Septembre 2015- Chargé de travaux dirigés, Université de Nantes

août 2016 Droit administratif (Licence 3) sous la direction de Mme Catherine Eude-Guias (MCF

HDR)

MATIÈRES ENSEIGNÉES

2022-2023

Droit des collectivités territoriales (CM)	4º année	IEP de Saint-Germain-en-Laye	22 heures x 1 semestre = 22 heures
Introductions aux institutions judiciaires (CM)	2º année	IEP de Saint-Germain-en-Laye	22 heures x 1 semestre = 22 heures
Droit administratif (CM)	2º année	IEP de Saint-Germain-en-Laye	22 heures x 1 semestre = 22 heures
Introduction à la sociologie (CM)	Licence 1	UPJV	10 heures x 1 semestre = 10 heures
Droit privé général (CM)	Master 1	ESILV	18 heures x 1 semestre = 18 heures
Droit constitutionnel (CM)	Licence 1	Université Paris 8	72 heures x 1 semestre = 72 heures
Méthodologie en droit public/privé (TD)	2º année	IEP de Saint-Germain-en-Laye	10 heures x 1 semestre = 10 heures

2021-2022

Introduction à la sociologie (CM)	Licence 1	UPJV	10 heures x 1 semestre = 10 heures
Droit privé général (CM)	Master 1	ESILV	18 heures x 1 semestre = 18 heures
Droit constitutionnel (CM)	Licence 1	Université Paris 8	72 heures x 1 semestre = 72 heures
Méthodologie en droit public/privé (TD)	2° année	IEP de Saint-Germain-en-Laye	10 heures x 1 semestre = 10 heures

2020-2021

Droit constitutionnel (CM)	Licence 1	Université Paris 8	36 heures x 1 semestre = 36 heures
Droit de l'Union européenne (TD)	1™ année	IEP de Toulouse	42 heures x 1 semestre = 42 heures

2019-2020

Droit constitutionnel (CM)	Licence 1	Université Paris 8	36 heures x 1 semestre = 36 heures
Organisation politique de l'État (TD)	1™ année	IEP d'Aix-en-Provence	48 heures x 2 semestres = 96 heures

Droit constitutionnel (TD)	Licence 1	UPEC	15 heures x 2 semestres = 30 heures
Droit administratif (TD)	Licence 1	ICP	16 heures x 1 semestre = 16 heures

2018-2019

Organisation politique de l'État (TD)	1 ^{re} année	IEP d'Aix-en-Provence	48 heures x 2 semestres = 96 heures
Droit constitutionnel (TD)	Licence 1	UPEC	15 heures x 2 semestres = 30 heures
Droit administratif (TD)	Licence 2	ICP	16 heures x 2 semestres = 32 heures

2017-2018

Droit constitutionnel (TD)	Licence 1	UPEC	30 heures x 2 semestres = 60 heures
Institutions et vie politique (TD)	Licence 2	ICP	16 heures x 1 semestre = 16 heures
Droit administratif (TD)	Licence 2	ICP	16 heures x 2 semestres = 32 heures
Droit administratif (général et spécial)	Master 2	Sup Barreau	40 heures x 1 semestre = 40 heures

<u>2016-2017</u>

Droit constitutionnel (TD)	Licence 1	UPEC	30 heures x 2 semestres = 60 heures
Droit administratif (TD)	Licence 2	ICP	16 heures x 2 semestres = 32 heures
Institutions et vie politique (TD)	Licence 2	ICP	32 heures x 1 semestre = 32 heures

<u>2015-2016</u>

Droit constitutionnel (TD)	Licence 1	UPEC	30 heures x 2 semestres = 60 heures
Droit administratif (TD)	Licence 3	Université de Nantes	40 heures x 1 semestre = 40 heures

<u>2014-2015</u>

Droit constitutionnel (TD) Licence 1 UPEC 27 heures x 2 semestres = 54 he
--

EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES HORS ENSEIGNEMENT (SUPÉRIEUR)

Directeur pédagogique du diplôme d'établissement « Influence et plaidoyer », Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye, France Depuis mai 2022 Sélection des dossiers de candidature, coordination des enseignements, participation aux jurys d'examen Directeur-adjoint de l'i-EPrépa, Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye, France Coordination des intervenants au sein du pôle « concours administratifs » et mise en Depuis mai 2022 ligne des sujets d'entraînements (QRC, QCM, dissertations, notes de synthèse) Membre du jury pour le Grand Oral, Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye, France Depuis septembre Audition d'étudiants à l'issue de leur 5e année (présentation orale sous la forme d'une 2021 note de synthèse, sous la forme d'un mémoire de recherche ou sous la forme d'un autre type de projet pédagogique) Membre du jury des admissions en 4º année, Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye, France Depuis septembre Évaluation des dossiers de candidature pour intégrer ScPo SGL en 4e année (47 dossiers 2021 en 2021/2022) et participation aux entretiens d'admission « Auteur » en droit constitutionnel et en libertés publiques, Sciences-Po Saint-Germainen-Laye, France Actualisation des cours sur la plateforme de l'i-EPrépa (la formation 100% numérique, Depuis septembre 100% publique et 100% individualisée) et visioconférences ponctuelles - cette formation 2021 de remise à niveau qu'est le « semestre tremplin » est destinée aux étudiants ayant validé leur 4e année Confection/correction de 2 QCM et de 4 QRC Correcteur en droit public généraliste, Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye, France Depuis septembre Correction des copies de QRC en droit public généraliste dans le cadre de la « préparation 2021 intensive », le cursus voisin du « semestre tremplin », de l'i-EPrépa Conciliateur de Justice, Tribunal de proximité de Saint-Germain-en-Laye, France Depuis mars 2021 Contentieux des baux d'habitation (procédures en référé) – Nomination d'un an **Responsable des affaires juridiques**, Mairie de Louveciennes, France Juin 2021 - Juin Conseil et expertise auprès des élus Rédaction d'actes et de contrats classiques (ou plus complexes) 2022 Gestion des contentieux en liaison avec les services concernés et les conseils externes **Rédacteur en droit public**, Doctrin'Actu, France Août 2020 - Août Rédaction d'articles en droit constitutionnel et en droit des libertés fondamentales 2022 Chef de projet Recherche partenariale, Institut Louis Bachelier, France Iuillet -Gestion des programmes de recherche du Groupe Louis Bachelier Décembre 2020 Secrétariat général du directoire scientifique LABEX – EQUIPEX Stagiaire en droit des libertés fondamentales, Défenseur des droits, France <u>Iuillet – Août</u> Rattaché au pôle « Lutte contre les discriminations et accès aux services publics » Recension d'ouvrages et de rapports sur l'accès aux services publics 2019

Rédaction d'éléments de langage en droit à la santé des mineurs

<u>Mars – Avril 2019</u>	Aide à la décision, Tribunal administratif de Versailles, France Rédaction de pré-projets d'ordonnance et de jugement en droit des étrangers (dans le cadre du contentieux de l'éloignement)
<u>Mars – Juin 2014</u>	Professeur contractuel de Lettres-Histoire, Lycée Jean-Baptiste Poquelin, France Enseignement de l'éducation civique, des lettres et de l'histoire-géographie (252 heures) aux élèves de terminale du baccalauréat professionnel (mention vente) et aux élèves de première du baccalauréat professionnel (mention gestion administration)
Octobre 2013 – Janvier 2014	Stagiaire en droit public économique, Appui au patrimoine immatériel de l'État, France Notes juridiques en droit public économique: droit de la commande publique européenne, mécénat, crowdfunding, coopération public-public, prestation in house Veilles juridiques en droit de la propriété intellectuelle: droit d'auteur des agents publics, droit d'auteur des fonctionnaires européens

LISTE DES PUBLICATIONS

Ouvrage - Article d'ouvrage:

[2] « Le droit à l'alimentation », in J. Mestre, G. Maire et D. Richard (dir.), *Droits en mutation III* — *Droits fondamentaux et Constitutions sous le regard universel des docteurs en droit*, éd. LGDJ, coll. « Droits en mutation », fév. 2022, p. 293-300.

[1] Le droit à l'alimentation, L'Harmattan, coll. « Questions alimentaires et gastronomiques », déc. 2021, 710 p.

Articles dans revues à comité de lecture :

[16] « Du secret de la confession en droit français. De sa valeur symbolique et de ses atteintes légitimes », Revue politique et parlementaire, sept. 2022

[15] « Nourriture. Une marchandise pas comme les autres », $Revue\ projet$, n° 388, juin-juill. 2022, p. 51-55.

[14] « La psychologie en droit français de la fonction publique », *Horizons du droit*, bull. n° 36, mai 2022, p. 54-70.

[13] « La place du droit à l'emploi dans la jurisprudence ordinale, une vexation de plus pour les droits de l'homme ? Éléments de réponse auprès des ordres français des professions médicales », *Horizons du droit*, bull. n° 34, mars 2022, p. 29-43.

- [12] « Considérations à partir de « Stéphanie Mahieu, Le droit de la société de l'alimentation vers un nouveau modèle de maîtrise des risques alimentaires et technologiques en droit communautaire et international » », Revista general de derecho público comparado (RGDPC), n° 30, déc. 2021.
- [11] « Plans large et rapproché sur la prise en compte de la situation des personnes handicapées en droit Réflexions à l'occasion de l'inscription de leur droit à l'épanouissement en société dans la Constitution belge », Revue des droits de l'homme (RevDH), Actualités Droits-Libertés, nov. 2021.
- [10] « Bientôt l'inscription, notamment dans la Constitution française, du droit des personnes handicapées à l'épanouissement en société ? Mise en perspective et prise de vue réelle avec l'exemple belge du mois de mars 2021 », Revue politique et parlementaire, oct. 2021.
- [9] « Le droit à l'alimentation », Revue des Droits et Libertés Fondamentaux (RDLF), thèse n° 10, juin 2021.
- [8] « Pourquoi ne pas soumettre le Président de la République à l'article 27 de la Constitution ? », Revue politique et parlementaire, juin 2021.
- [7] « L'état du droit à l'alimentation en 2020 », Revue européenne de droit de la consommation / European journal of consumer law (REDC), 2021/1, févr. 2021, p. 53-80.
- [6] « Cette possibilité qu'ont les fidèles d'aller se recueillir dans les établissements recevant du public : une liberté moins "culte" qu'avant ? », Revue des droits de l'homme (RevDH), Actualités Droits-Libertés, févr. 2021.
- [5] « Du libre arbitre au consentement lié dans le milieu de la santé : plaidoyer en faveur d'une meilleure prise en charge de l'intérêt supérieur de l'enfant », Journal européen des droits de l'homme / European Journal of human rights (JEDH), 2020/2, p. 99-130.
- [4] « Quelle autonomie pour le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement depuis que les Nations Unies l'ont officiellement reconnu en juillet 2010 ? », Revue européenne de droit de la consommation / European journal of consumer law (REDC), 2016/2, janv. 2018, p. 277-302.
- [3] « Où en est le droit des êtres humains à l'eau et à l'assainissement depuis l'adoption de la résolution n° 64/292 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 28 juillet 2010 ? », Revue des droits de l'homme (RevDH) 13 | 2017, nov. 2017.
- [2] « Où en est le droit des êtres humains à l'eau et à l'assainissement depuis l'adoption de la résolution n° 64/292 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 28 juillet 2010 ? », Revue des Droits et Libertés fondamentaux (RDLF), chron. n° 34, nov. 2017.
- [1] « La gouvernance alimentaire mondiale : les réponses et l'absence de réponses du droit international et du droit de l'Union européenne », Revue européenne de droit de la consommation / European journal of consumer law (REDC), 2015/1, mai 2016, p. 91-106.

Articles dans revues sans comité de lecture :

- [4] « La prise en compte du handicap par la Constitution belge, une bouteille à la mer? Prise de vue grand angle avec les cas français, européen et onusien », *Doctrin'Actu*, oct. 2021, art. 177.
- [3] « Il est temps d'enfin soumettre le Président de la République à l'article 27 de la Constitution », Doctrin' Actu, juin 2021, art. 170.
- [2] « Le recueillement des fidèles en public, une liberté moins « culte » qu'avant ? À propos et à partir de l'ordonnance du Conseil d'État du 7 novembre 2020 », *Doctrin'Actu*, janv. 2021, art. 155.
- [1] « Regards croisés sur l'inflation des ordonnances en France et au Mali », *Doctrin'Actu*, sept. 2020, art. 139.

Recensions d'ouvrages (collectifs):

- [6] « Compte-rendu de « Milena Jakšić et Nicolas Fischer (dir.), Les morts encombrants. Du gouvernement politique des cadavres » », Lectures, mars 2022.
- [5] « Compte rendu de « Luc Rouban (dir.), Démocratie : crise ou renouveau ?» », Lectures, nov. 2021.
- [4] « Compte rendu d'« Émilie Potin, Gaël Henaff et Hélène Trellu, Le smartphone des enfants placés. Quels enjeux en protection de l'enfance ?» », Lectures, sept. 2021.
- [3] « Compte rendu de « Guillaume Devin, Franck Petiteville et Simon Tordjman (dir.), L'Assemblée générale des Nations Unies. Là où le monde se parle depuis 75 ans » », Lectures, sept. 2020.
- [2] « Compte rendu de « Fédérico Tarragoni, L'esprit démocratique du populisme. Une nouvelle analyse sociologique » », Lectures, juin 2020.
- [1] « Compte rendu d'« Ellen Van Nieuwenhuyze et Christophe Verdure (dir.), Actualités en droit alimentaire » », Droit de la consommation Consumentenrecht (DCCR), Vol. 2015, n° 2, pp.173-176.

DISTINCTIONS

Prix de thèse 2022 de l'Académie d'Agriculture de France – Récipiendaire de la médaille d'argent-Dufrenoy. Académicien référent : Bertrand Hervieu Bertrand Hervieu, « Compte-rendu de « Benjamin Clemenceau, Le droit à l'alimentation » », site Internet officiel

de l'Académie d'agriculture de France, Rubrique Analyses de thèse, déc. 2021.

COMMUNICATIONS LORS DE COLLOQUES OU DE JOURNÉES D'ÉTUDES

Participation au 10° Forum des usages coopératifs organisé par la ville de Brest et par l'Institut Mines-Télécom

campus Atlantique, du 5 au 8 juillet 2022 - animation d'une session de 2 heures sur la « démocratie alimentaire »

Participation au diplôme d'établissement « Influence et plaidoyer » proposé par Sciences Po Saint-Germain-en-

Laye et par l'association France Plaidoyer – animation d'un séminaire de 8 heures sur la démocratie participative

et le droit à l'alimentation

Participation aux assises juridiques de l'alimentation et des filières agroalimentaires 2022 organisé par Lexposia

le 8 décembre 2022 à l'Hôtel Peninsula – Allocution d'introduction sur les enjeux du « droit alimentaire » et de la

« démocratie alimentaire »

ORGANISATIONS

Membre du réseau de chercheurs de l'Institut Européen d'Histoire et des Cultures de l'Alimentation (IEHCA) depuis janvier 2022. Pour consulter ma page, voir le lien URL suivant : https://iehca.eu/en/network/searcher-

directory/clemenceau-0 (consulté le 12/01/2022)

Membre de l'Association Française de Sciences Politiques (AFSP) de janvier à décembre 2021.

LANGUES ET INFORMATIQUE

Anglais (niveau courant – écrit, lu et parlé); Allemand (niveau intermédiaire – écrit, lu et parlé)

Microsoft Pack Office: Word, Excel, Powerpoint

10